



Le mensuel  
N° 5 du 24/06/2024



L'Hebdo 🔍 👤 ▼

Actualités Politique & éco Entreprise & finance Innovation Asset management Carrières Entreprise & expertise Analyses Nominations



## Elections législatives anticipées : les family offices s'inquiètent

Publié le 26 juin 2024 à 12h49  
Sonia Ramond-Mignan | Temps de lecture 7 minutes

Exit tax Family Office Licornes

Cette échéance électorale est venue brusquement rappeler aux grands entrepreneurs français la fragilité de l'édifice des mesures pro-business mises en place en 2017. Dans les sociétés de capital-investissement, la question se pose de structurer encore des véhicules français.

Investisseurs à part dans le paysage, les grands entrepreneurs français, dont le profil et les codes les rapprochent des clients institutionnels, sont sur le qui-vive depuis le 9 juin. Ils étaient déjà inquiets à l'annonce de la tenue d'élections législatives anticipées, qui a sonné comme un coup de tonnerre dans le ciel sans nuages installé depuis 2017. La présentation du choc fiscal qui leur est promis par l'alliance de la gauche et de l'extrême gauche si elle arrivait au pouvoir les empêche à présent de dormir. « *Tous les membres de l'équipe se renseignent sur un départ pour Londres, la Suisse, New York ou autre* », confie-t-on ainsi dans les couloirs de ce fonds d'investissement où pas un associé n'envisage de « tout donner à l'Etat » au-delà de 400 000 euros de revenus... La tarification promise par un impôt sur le revenu à 14 tranches assorti d'une CSG progressive n'est qu'une petite partie du programme fiscal de la gauche, qui prévoit la fin brutale de toutes les mesures pro-investissement qui avaient été mises en place depuis sept ans : suppression de la flat tax, rétablissement et renforcement de l'ISF avec une assiette élargie (qui pourrait même englober l'outil de travail, les exonérations sur cet impôt étant dénoncées) et, pour finir, taxation à 100 % de toutes les successions au-delà de 12 millions d'euros. Avec, cerise sur le gâteau, le retour d'une exit tax punitive pour ceux qui seraient tentés d'échapper à ce nouveau régime. « *Nos interlocuteurs sont sous le choc, témoigne François Mollat du Jourdin, président et fondateur de MJ & Cie. Depuis sept ans, la stabilité de l'environnement réglementaire et fiscal prévalait, et même si les taux de prélèvements obligatoires restaient parmi les plus élevés de la planète, ils étaient relativement acceptés. Tout le monde était bien conscient que cela pouvait changer en 2027, mais cela laissait encore suffisamment de temps pour poursuivre des projets, et s'organiser si besoin.* »

### L'entrepreneuriat privé en danger

Le scénario d'une victoire de la gauche n'est pas le plus probable mais, de tous (y compris un blocage des institutions et la mise en place d'un gouvernement « technique »), c'est celui qui effraie le plus : au sein des family offices dont les clients détiennent 100 millions d'euros ou plus de patrimoine financier, le téléphone ne cesse de sonner depuis mi-juin. « *Tout est stoppé net jusqu'au 7 juillet au moins : opérations de LBO, investissements financiers, M&A, acquisitions immobilières*, relate Pierre-Marie de Forville, co-fondateur d'i-Vesta, un family office dédié aux entrepreneurs dont la clientèle est constituée de 30 % de start-uppers de la tech, 50 % d'associés de fonds de LBO et 20 % de GP de fonds de private equity. Si la volatilité des placements boursiers est moins un sujet, les interrogations portent sur la fiscalité du capital face à son potentiel doublement, voire davantage. Le point le plus brûlant sur lequel il serait possible d'agir aujourd'hui est le versement de dividendes, si tant est qu'il n'y ait pas de rétroactivité. Depuis 2017, nous répétons à nos clients qu'avec la flat tax, les conditions ne seront jamais aussi favorables, et ceux qui n'ont pas distribué avant le 31 décembre 2023 pourraient désormais se voir taxés à 75 % au lieu de 34 % (flat tax plus CEHR). »

« Tout est stoppé net jusqu'au 7 juillet au moins : opérations de LBO, investissements financiers, M&A, acquisitions immobilières. »

**Pierre-Marie de Forville**  
co-fondateur, i-Vesta

A plus long terme, le professionnel perçoit des inquiétudes profondes. « *Les réflexions sur un départ de France font leur retour, car les perspectives d'instabilité politique, économique et fiscale ne permettent pas aux entrepreneurs de se projeter* », déplore-t-il. De l'avis de tous, l'entrepreneuriat privé est en danger. « *Aujourd'hui, certains populistes font semblant de ne pas comprendre que les marchés sont mobiles et qu'ainsi trop d'impôt tue l'impôt, toncle Pierre-Marie de Forville. Dans l'intérêt des finances publiques de la France, il vaut mieux taxer à 34 % une création de richesse de 100 qu'à 90 % une création de richesse de 20. D'autant qu'avec la flat tax, les entrepreneurs restent et reviennent en France quand bien même ils pourraient profiter d'une exonération fiscale totale dans des pays limitrophes.* » Le seuil limite de consentement à l'impôt – un tiers – a été atteint aujourd'hui. Le franchir exposerait à un risque très important de voir ces entrepreneurs aller créer des richesses hors de nos frontières.

### Une perte d'attractivité express

D'autant qu'au-delà des craintes sur leur patrimoine privé, tous s'alarment d'un environnement professionnel assombri et d'une ambiance délétère. « *L'ambiance générale de dégoût des élites n'est pas bonne* », pointe Pierre-Marie de Forville. Certains propos de responsables politiques de gauche visant notamment Sorare, plus grosse levée de fonds de la French tech et dont les « cartes Panini » seraient inutiles socialement, sous-entendu mériteraient une taxation punitive, ont choqué. « *Nous ne sommes plus dans l'économie de marché avec ces déclarations* », s'indigne un professionnel de la gestion de fortune. Plusieurs représentants de licornes ou autres entreprises ayant prospéré ces dernières années ont publiquement appelé à rejeter les solutions extrêmes qui conduiraient à un repli de la France sur elle-même, mais un sérieux coup est déjà porté à l'attractivité du pays : French tech, start-up nation, Choose France sont des mots et slogans qui semblent appartenir au passé.

Dans le monde de l'asset management, des bouleversements pourraient intervenir. « *Nous assistons à une perte d'attractivité express pour la place de Paris, confie l'associé d'une société de capital-investissement. La séquence est venue brusquement faire prendre conscience que tout l'environnement propice à l'investissement mis en place par Emmanuel Macron pouvait disparaître du jour au lendemain. Quelle que soit la couleur politique de la nouvelle assemblée, je pense que nous ne retrouverons pas de sitôt des conditions aussi favorables. Qui veut aujourd'hui structurer un véhicule français ? Nous sommes en train de revenir sur certains projets et d'intensifier nos recherches d'administrateurs de fonds au Luxembourg ; je peux vous dire que nos collègues luxembourgeois sont débordés depuis dix jours.* » Pour de nombreux observateurs, les législatives anticipées françaises sont ainsi en train de rebattre en profondeur les cartes de la finance européenne comme le Brexit l'a fait en son temps.

### Une réorganisation géographique des actifs

Dans une économie où les capitaux circulent librement, les grandes fortunes professionnelles sont agiles. Ce fait n'a d'ailleurs pas échappé au parti travailliste outre-Manche qui, à l'approche des élections, revient sur son projet de taxer sévèrement les revenus du private equity... « *Depuis 2017, nous avons vu de nombreux entrepreneurs et expatriés revenir en France et je pense qu'ils pourraient repartir rapidement* », indique François Mollat du Jourdin. Chez i-Vesta, les candidats au départ se renseignent particulièrement sur l'Italie, la Belgique, le Royaume-Uni comme terres de repli.

« Depuis 2017, nous avons vu de nombreux entrepreneurs et expatriés revenir en France et je pense qu'ils pourraient repartir rapidement. »

**François Mollat du Jourdin**  
fondateur et président, MJ&Cie

De par leur activité ou la dispersion géographique de leurs enfants, ces investisseurs ont déjà pour nombre d'entre eux des intérêts à l'étranger. En dehors de l'Europe et des Etats-Unis, quelques places se positionnent comme particulièrement attractives pour déployer des capitaux : Singapour – ce n'est pas nouveau – mais aussi Dubaï, un émirat qui ambitionne de devenir un des quatre premiers centres financiers mondiaux et attire déjà de nombreux UHNWI (ultra high net worth individuals), à en juger par l'implantation locale récente de HSBC Private Bank UAE ou Edmond de Rothschild Middle East. « *Sécuriser le patrimoine est une priorité, mais réorganiser en profondeur ses actifs, professionnels comme privés, est une décision qui ne se prend pas à la légère, dans l'urgence. Il y a des activités économiques, mais aussi des situations familiales, qui ne sont pas exportables...* » De toute évidence, le temps est suspendu jusqu'au 7 juillet au moins.

### Etude Impact Investing



**L'investissement à impact chez les investisseurs institutionnels**

Les institutionnels disposent d'un très bon niveau de connaissance de l'investissement à impact,...

Sonia Ramond-Mignan | OPTION FINANCE | 25/06/2024

### A lire aussi



**Les 10 sociétés de gestion à suivre**

Outre la sélection des 50 sociétés de gestion qui comptent, l'examen des questionnaires reçus cette...

Catherine Bekik | FUNDS | 27/05/2024



**Investissement durable : l'heure de la convergence**

En 2021, Société Générale Securities Services (SGSS) a mené une enquête auprès d'acteurs clés de la...

Société Générale Securities Services (SGSS) | FUNDS | 27/05/2024

**Private assets : 2024, l'année du PER ?**

La France fait partie des pays où le taux d'épargne est le plus élevé, 15 % en moyenne depuis 2000...

Willkie Farr & Gallagher.LL | FUNDS | 27/05/2024



**Les 50 sociétés de gestion qui comptent - Sélection 2023**

Chaque année, Option Finance et Funds Magazine, en partenariat avec Deloitte, sélectionnent 50...

Dossier réalisé par les rédactions d'Option Finance et de Funds Magazine. | OPTION FINANCE | 02/05/2023

### L'info asset en continu

Tous ▼

**16:28 ALLOCATION**  
LFDE : "Les marchés ont commencé à réduire les primes de risque spécifiques à la France"

**15:26 SOCIÉTÉS**  
Yomoni se lance dans la gestion privée et les produits structurés

**13:24 MARCHÉS**  
LBP AM : "Les élections parlementaires sapent le sentiment chez les entreprises"

**13:00 SOCIÉTÉS**  
Sienna IM : lancement d'un FCPR Evergreen en partenariat avec Cedrus & Partners

**12:01 ALLOCATION**  
Lazard Frères Gestion renforce son équipe de distribution internationale

Voir plus

### Nominations

**Romain Mahieu**  
Directeur gestion sous mandat & amp; solutions - Richelieu Gestion

**Pierre-Alexis Dumont**  
Directeur des investissements - Sycomore Asset Management

**Sandrine Chaudey**  
Responsable de l'équipe multigestion française - AllianzGI

Voir plus



### Dans la même rubrique



**L'investissement à impact chez les investisseurs institutionnels**

Les institutionnels disposent d'un très bon niveau de connaissance de l'investissement à impact,...



**Le FSP réaffirme son rôle d'investisseur de long terme... mais vend sa pépite Neoen**

Avec 11 dossiers financés en 11 ans d'existence, le fonds de place des assureurs français est un...



**En Bourse, des investisseurs plus attentistes qu'inquiets**

Les actions européennes commencent tout juste à sortir de l'ornière quand le séisme français a...

Voir plus

**La Tribune de l'assurance**  
Le mensuel de référence des professionnels de l'Assurance  
Découvrir

**Funds magazine**  
Le mensuel de référence de la communauté de la Gestion d'Actifs  
Découvrir

**Option Droit & Affaires**  
Le trait d'union entre la communauté du Droit des affaires et les Entreprises  
Découvrir

**NEWSPRO**  
Le site des professionnels de la Finance, du Droit des affaires, de l'Assurance et de la Gestion d'Actifs  
Découvrir



f x in

### Le groupe

NewsPro  
Option Finance  
Funds Magazine  
Option Droit & Affaires  
La Tribune de l'Assurance

### Service

Publicité  
Inscription newsletters

